



Lettre ouverte des adhérents du SNUDI FO 67 au futur Président de la République

Madame, Monsieur le futur président de la République, dans moins de 15 jours, vous allez être confronté à des problèmes particulièrement difficiles, accrus par une guerre en Ukraine et une crise mondiale de la dette qui ont aggravé les choses.

Néanmoins, Madame ou Monsieur le futur Président, le hasard n'existe pas et ce n'est pas le destin qui vous a élu mais bien les Français qui attendent de vous, dans ces moments où les urgences en matière d'enseignement dans notre pays ne font qu'augmenter, que vous preniez ardemment des résolutions.

Les enseignants et les AESH adhérent au SNUDI FO 67 réunis en ce jour en Assemblée générale ont assisté à la destruction de notre système éducatif longtemps envié par le monde entier et vous adressent cette missive.

Le système éducatif marche sur la tête et vous devez en être conscient. Oui ! Car, s'il est vrai que « gouverner c'est prévoir », alors il est plus que temps de modifier les orientations prises ces dernières années par vos prédécesseurs ! L'éducation nationale forme et instruit la jeunesse, l'avenir de notre pays. Cette mission n'a pas de prix et mérite beaucoup du respect et de considération.

Plus d'enseignants !

Depuis quelques années beaucoup d'élèves n'ont plus d'enseignants face à eux faute de recrutement. Les élèves sont tantôt entassés dans les classes, tantôt renvoyés chez eux, privés du droit à l'instruction par manque de postes, les temps partiels, les disponibilités, les congés de formation, les mutations inter départementales sont refusés et les conditions de travail des enseignants se dégradent. Ce n'est pas digne d'un pays comme le nôtre. Un enseignement de qualité passe par un nombre suffisant d'enseignants.

Il faut donc procéder à un recrutement immédiat et massif de personnels ! Nous vous demandons la création immédiate des postes statutaires nécessaires, un recrutement à la hauteur des besoins pour assurer l'allègement significatif des effectifs dans les classes avec le maintien de la totalité des heures d'enseignement dues aux élèves en classe.

L'AG du SNUDI FO condamne le recrutement de personnels contractuels au détriment de personnels formés, fonctionnaires d'Etat sous statut.

Des enseignants mieux rémunérés :

Madame, Monsieur le futur Président de la République, d'énormes moyens doivent être investis pour de meilleures conditions de vie des enseignants qui sont, pour la quasi-totalité, des fonctionnaires d'état sous statut dans notre pays et malheureusement parmi les moins considérés et les moins bien payés des pays de l'OCDE.

En effet vous n'êtes pas sans savoir que les prix augmentent, que le pouvoir d'achat des agents publics baisse (- 6 % en 2021). La réponse du gouvernement précédent a été : 2 points d'indice ajoutés au minimum de traitement soit 7,30 euros nets par mois !! Une mesure en trompe l'œil puisque 99 % des fonctionnaires n'ont rien touché. Ce n'était pas une amélioration de la situation des bas salaires de la fonction publique mais une obligation due à l'augmentation du SMIC. Le SNUDI FO 67 a été scandalisé par ce mépris à l'encontre des agents publics, de leurs missions et de leur investissement au quotidien.

Le SNUDI FO 67 vous demande une vraie politique salariale par l'ouverture immédiate de négociations au niveau national pour :

- Une négociation salariale annuelle effective prévue par le Statut général des fonctionnaires
- Le maintien de la valeur unique du point d'indice pour toute la Fonction publique dans le cadre de la grille unique
- Le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat depuis 2000 par l'augmentation de la valeur du point d'indice
- L'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation
- Un déroulement de carrière avec des débouchés satisfaisants pour tous les agents, qui passera par l'abrogation du protocole PPCR et la loi de transformation de la fonction publique.

Non à la territorialisation de l'école :

S'il est vrai que les enseignants de ce pays sont les hussards de la République, encore faut-il que cette République reste une et indivisible.

Aussi l'école de la République doit être la même sur l'ensemble de notre territoire et cela au nom de l'égalité des chances.

Avec la loi Rilhac, les postes à profil et le Grenelle de l'éducation, le gouvernement précédent a proposé des mesures dont le but a été d'affaiblir le statut national, de mettre en concurrence les personnels entre eux et d'avancer de manière décisive vers un management local de type privé : recrutement local et expérimentation, individualisation des carrières, régimes indemnitaires « au mérite », un statut pour les directeur d'école qui évaluent leurs collègues, renforcement de l'accompagnement PPCR comme outil de surveillance et de contrôle permanent, pilotage par l'évaluation et obligation de résultat, fusion des corps d'inspections en corps unique « d'inspecteurs territoriaux », lettre de missions pour que des enseignants assument des fonctions

d'inspection ou des chefs d'établissement, mise en place de RH de proximité . Une véritable logique de territorialisation s'est propagée à l'ensemble du pays. On ne parle plus de régions mais de territoires dans toutes les expérimentations et dispositifs mis en place par M. Blanquer.

Aussi dans l'Education Prioritaire, les cités éducatives, les Territoires Educatifs Ruraux et les Contrats Locaux d'Accompagnement ont pour objectif de s'étendre en lieu et place d'une Education Prioritaire labellisée créant des droits nationaux (indemnités, effectifs...)

L'AG du SNUDI FO 67 revendique l'abandon de toutes ces contre-réformes ainsi que les expérimentations mettant en œuvre l'Etat régional, le maintien et l'élargissement des zones d'Education prioritaire dans un cadre national.

Madame, Monsieur le futur président de la République, les adhérents du SNUDI FO 67, réunis en AG ce jour ,vous demandent de répondre aux revendications énoncées dans cette missive dans les premiers moments de votre mandat car la situation de l'école est devenue dramatique, opprimée gouvernement après gouvernement par une politique néo-libérale qui a mis à terre l'ensemble des services publics de notre pays, l'école a besoin de vous.

En tant qu'organisation syndicale libre et indépendante, nous ne manquerons pas de revenir vers vous pour faire un bilan régulier de l'avancée des mesures que vous mettrez en œuvre pour redresser l'école de la République et protéger les enseignants qui y travaillent.

Fait à GUNDERSHOFFEN

Le 8 avril 2022